

CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER

MARCHES D'ASSURANCES DOMMAGES-OUVRAGE (DO) ET TOUS RISQUES CHANTIER (TRC)

Construction et Réhabilitation de deux bâtiments Opération 503-332

Cahier des Clauses Administratives Particulières CCAP

Pouvoir adjudicateur

Centre Hospitalier Le Vinatier

BP 30039 - 95 Bd Pinel

69678 BRON CEDEX

Représenté par le Directeur d'établissement, Pascal MARIOTTI

- 1- Objet du marché

Le présent marché a pour objet les prestations d'assurances dommages-ouvrage (DO) et tous risques chantier (TRC) relatives à la Construction et à la Réhabilitation de deux bâtiments – Opération 503-332

- 2- Modalités de la consultation

2.1 Cadre juridique

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la Commande Publique.

2.2 Allotissement

Lot 1 : assurance Tout Risque Chantier

Lot 2 : assurance Dommage Ouvrage

2.3 Forme et étendue du marché public

Le présent marché public est un marché ordinaire, sans tranche optionnelle.

-3- Durée des marchés

La date prévisionnelle de début d'exécution des prestations est : Avril 2023.

La durée du marché pour le lot 1 correspond à la durée des travaux, à laquelle sont ajoutés deux années pour la garantie « maintenance » telle que prévue dans le CCTP (deuxième risque).

La durée du marché pour le lot 1 est fixée à 10 ans à compter de la réception des travaux, toutefois l'assurance peut jouer pendant le chantier dans les conditions prévues au CCTP.

La date prévisionnelle de réception de l'ouvrage est programmée début 2024 pour le bâtiment 503 et juillet 2024 pour le bâtiment 332.

La durée du marché ne pourra être modifiée qu'à la seule initiative du pouvoir adjudicateur.

-4- Pièces des marchés

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles des marchés sont les suivantes, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, propres à chaque lot
- Le présent CCAP
- Le CCTP et ses annexes
- Le CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021)
- Les conditions générales et éventuelles conventions spéciales de l'assureur fournies dans l'offre
- Les actes spéciaux de sous-traitance (si concerné)
- Les ordres de service éventuels

En cas de contradiction entre les documents, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

En outre, la passation des marchés s'effectuera conformément au code de la commande publique, et sa gestion et son exécution conformément au code des assurances.

-5 – Obligations des cocontractants

5.1. Représentation

Du côté de l'acheteur, le suivi contractuel du marché est assuré par la cellule des marchés (_cellule_marches@ch-le-vinatier.fr)

5.2 Echanges dématérialisés

Les échanges concernant l'exécution du présent accord-cadre se font de manière dématérialisée (par email).

5.3 Assurances

Le titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Il transmet au CHLV dans un délai de quinze (15) jours suivant la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution des prestations les justificatifs d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément et immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

Le titulaire doit être en mesure de fournir ces mêmes documents pour ses sous-traitants.

5.4 Obligations administratives

Le titulaire met à disposition tous les six (6) mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail. A ce titre, le titulaire fournit les modalités d'accès à ces documents.

5.5 Confidentialité – Protection des données personnelles

Concernant les obligations de confidentialité et de protection des données personnelles, il est fait application de l'article 5 du CCAG FCS.

-6 – Défaillance du titulaire

En cas de défaillance réitérée, le CHLV peut résilier le marché pour faute du titulaire, après qu'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution ait été préalablement notifiée au titulaire et soit restée infructueuse, en application des dispositions de l'article 41 du CCAG/FCS.

-7 – Clause de réexamen

Le marché peut être modifié dans les conditions prévues à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique.

Dans les limites ainsi définies, un avenant est conclu pour acter ces modifications, hormis le cas d'une révision de prix prévue par l'article 10.3 du présent CCAP.

-8 – Marchés de prestation similaire et marchés complémentaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre en application l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique relatif à la passation de marchés passés sans publicité ni mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Les prestations effectuées dans le cadre du présent marché pourront donner lieu à des marchés complémentaires conformément à l'article R2122-4 de La Code de la commande publique.

-9 – Dispositions relatives à la sous-traitance

En application de l'article L. 2193-1 du Code de la commande publique, seuls les marchés de services et les marchés de fournitures comportant des services ou des travaux de pose ou d'installation sont susceptibles d'être sous-traités.

La sous-traitance totale du marché est interdite. Cependant, le titulaire est autorisé à recourir à la sous-traitance pour l'exécution de certaines parties du marché, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les modalités relatives à la sous-traitance (présentation, acceptation, paiement direct) sont définies aux articles R.2193- 3 à 4 du Code de la commande Publique.

-10- Prix du marché et conditions

10.1 Modalités d'établissement du prix du marché

Les marchés sont conclus à prix ferme global et forfaitaire, dont le montant figure dans l'Acte d'Engagement.

Le prix est réputé comprendre l'ensemble des prestations définies aux présentes, tenir compte du temps de participation aux différentes réunions prévues avec le maître d'ouvrage et ses éventuels partenaires, que ce soit en présentiel ou en distanciel, et du temps de préparation et d'élaboration en cabinet des différents documents de travail et de synthèse, ainsi que des documents de présentation et des livrables. Il est réputé comprendre également tous les frais afférents à l'exécution de la mission, ainsi que toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Les prix des marchés sont hors taxes. Il sera fait application des taux de taxes en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

10.2 Facturation

Les présents marchés ne rentrent pas dans le champ d'application de l'article R2191-3 du code de la commande publique, par conséquent, aucune avance n'est prévue.

Le règlement des prestations fera l'objet de deux facturations : une première facturation de prime prévisionnelle après notification et une seconde facturation de régularisation de prime après envoi du coût définitif de l'opération.

10.3 Conditions de paiement et délai de paiement

La transmission des factures se fait de manière dématérialisée sur le portail CHORUS PRO.

Les factures porteront obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera le Centre hospitalier Le Vinatier en tant que destinataire de la facture : 266 900 083 00012

- Le code d'identification du service en charge du paiement : CHV AVEC_CMD + Numéro de la commande transmis par le pouvoir adjudicateur (deux lettres + six chiffres)

- Le numéro du marché - le cas échéant, le numéro du bon de commande auquel rattacher la facture.

Ces dispositions s'appliquent également aux sous-traitants admis au paiement direct.

Conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique, le Centre Hospitalier Le Vinatier s'engage à effectuer le paiement du marché dans un délai global de 50 jours. Ce délai court à compter de la date de réception de la facture par l'Etablissement, dans les conditions définies à l'article R219212 du code de la commande publique, et il a pour fin la date à laquelle les fonds sont décaissés par le Trésor Public.

Ce délai est suspendu dès lors que la facture est erronée, dans ce cas, l'établissement retourne le document litigieux au fournisseur accompagné des observations permettant sa rectification.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

L'attention du titulaire du marché est appelée sur les retards de paiement générés par son fait, notamment par sa carence à produire les pièces demandées, nécessaires à la mise à jour du marché /ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire :

- Modification /ou absence de domiciliation bancaire ou postale,
- Retard dans le retour des documents transmis pour signature,

et plus généralement pour tout motif de retard imputable au prestataire (retard dans la production des documents, facturation au titre d'un marché non encore notifié, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait, erreur d'adressage des factures et autres documents, retard dans la production des indices de référence).

Tous les motifs de retard imputables au titulaire du marché suspendront de plein droit le délai de paiement.

Le CHLV se libérera des sommes dues au titulaire par mandat administratif, réglé par la Trésorerie générale sur le RIB du titulaire (RIB à compléter dans l'acte d'engagement — cf infra).

10.4 Cession ou nantissement de créances

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement de créances est l'ordonnateur indiqué sur l'acte d'engagement.

-11- Résiliation et litige

11.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Si le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

11.3 Litige

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal administratif compétent sera celui de Lyon (Tribunal Administratif de Lyon - 184, rue Duguesclin F-69433 Lyon Cedex 3, Tél. : 04 78 14 10 10).

-12- Dérogations aux documents généraux

L'article 4 du présent CCAP déroge à l'article 4 du CCAG-FCS .